

Note de service n° 90-027 du 31 janvier 1990 modifiée par la note de service n° 94-307 du 26 décembre 1994

(Education nationale, Jeunesse et Sports : bureau DAGIC 4)

Texte adressé aux recteurs, chanceliers des universités et aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Education nationale.

Recours contre les tiers à la suite d'accidents survenus à des personnels de l'Education nationale. Mise en place d'une liaison directe entre les services de l'Agence judiciaire du Trésor et les services extérieurs de l'Education nationale.

NOR : MENG9050054N

Référence : Instruction n° 3 concernant les recours exercés par l'Etat à l'encontre des tiers auteurs d'accidents survenus à ses agents.

Dans le but d'accélérer la production de la créance de l'Etat à la suite d'accidents survenus à des personnels de l'Education nationale, les services de l'agence judiciaire du Trésor ont souhaité que puissent, dans certains cas, être établis des rapports directs entre eux-mêmes et les services académiques.

Cette proposition recevant mon accord de principe, deux types de dossiers doivent désormais faire l'objet de cette nouvelle procédure :

1° Les dossiers impliquant l'introduction d'une instance judiciaire ;

2° Les dossiers n'impliquant pas d'instance judiciaire mais donnant lieu à une prestation d'invalidité (ATI, pension de réversion, pension civile d'invalidité).



1. DOSSIERS IMPLIQUANT L'INTRODUCTION D'UNE INSTANCE JUDICIAIRE

La suppression d'une phase intermédiaire de la procédure doit limiter le nombre des retards dans la production de la créance de l'Administration devant les tribunaux, préjudiciables non seulement aux intérêts de l'Etat lorsque leur défense ne peut être assurée par l'avocat du Trésor, mais encore à ceux des victimes lorsque ces retards conduisent à des reports d'audience.

Jusqu'à présent, les dossiers étaient transmis par vos services à l'administration centrale, sous le présent timbre, qu'ils aient été réclamés auprès de cette dernière par M. l'Agent judiciaire du Trésor ou qu'ils aient été communiqués directement par vos services informés de l'ouverture d'une instance.

Désormais, dès que vous aurez connaissance de l'introduction d'une instance devant une juridiction civile ou une juridiction pénale avec constitution de partie civile de la part de votre agent, il vous appartiendra d'adresser, dans les meilleurs délais, l'ensemble des pièces constitutives du dossier de l'affaire en cause aux services de l'agence judiciaire du Trésor (bureau C2 pour une instance au civil, bureau C3 pour une instance au pénal, sous la forme de la lettre type jointe en annexe ⁽¹⁾).

Je vous rappelle que les pièces nécessaires à la constitution des dossiers sont répertoriées dans la nomenclature qui vous est habituellement communiquée et dont vous trouverez ci-joint un exemplaire.

Bien entendu, si ces services vous invitent directement à leur faire parvenir un dossier, ce qui sera souvent le cas, celui-ci devra également être transmis directement sans transiter par l'administration centrale qui recevra copie de la demande de l'agent judiciaire du Trésor pour information. Le modèle type de la lettre à utiliser dans ce cas figure en annexe 2.

2. DOSSIERS N'IMPLIQUANT PAS D'INSTANCE JUDICIAIRE MAIS DONNANT LIEU A UNE PRESTATION D'INVALIDITÉ (ATI, PENSION DE RÉVERSION, PENSION CIVILE D'INVALIDITÉ)

Actuellement, le bureau C2 de l'agence judiciaire du Trésor chargé du recouvrement des ATI et pensions n'a, le plus souvent, connaissance de l'existence de ce poste de préjudice pour l'Etat qu'après la concession de ces prestations et, de ce fait, ne peut intervenir qu'à une date très éloignée de l'accident.

Or, la loi n° 86-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration des procédures d'indemnisation, impose aux tiers payeurs un délai très court pour la production de leur créance, en l'occurrence quatre mois à compter de la demande émanant de l'assureur (article 14).

Afin d'éviter la déchéance des droits de l'Etat à remboursement des ATI et pensions, qui représentent très souvent une fraction essentielle de la créance, il convient désormais que vous informiez directement le bureau C2 de l'agence judiciaire du Trésor de tout accident impliquant un tiers et susceptible d'entraîner la concession d'une ATI ou d'une pension sous la forme de la lettre type figurant en annexe 3, prévue à cet effet.

L'objectif poursuivi étant de permettre à l'agent judiciaire du Trésor d'intervenir dans les délais impartis par la loi, je vous invite, compte tenu de la durée de la procédure nécessaire pour la concession des ATI et pensions, à informer ce dernier non seulement avant cette concession, mais encore, dans toute la mesure du possible, avant même la fixation définitive du taux d'IPP dont reste atteinte la victime. Ainsi, il conviendra de tenir compte de tous les éléments d'appréciation dont vous pourrez disposer lors de la constitution du dossier d'accident professionnel (gravité de l'accident, premier avis du médecin expert...).

Ces dispositions ne remettent cependant pas en cause le fait qu'il vous appartient d'engager la procédure de recouvrement amiable de la créance de notre administration auprès des tiers et de leur compagnie d'assurances en vous rappelant, néanmoins, que tout refus de règlement intégral de celle-ci doit entraîner la transmission du dossier à mes services seuls habilités à se prononcer sur une éventuelle transaction.

Enfin, je souligne que lorsque vous aurez été saisis, par un assureur, d'une demande de production de créance dans les formes prévues par la loi du 5 juillet 1985 précitée, il conviendra, dans votre réponse, d'inviter celui-ci à s'adresser à l'agence judiciaire du Trésor en vue de la production de la fraction de la créance de l'Etat relative à l'IPP et d'en informer le bureau C2 de ce service.

Les nouvelles procédures ainsi établies sont applicables à compter du 1^{er} mars 1990.



A cette occasion, j'appelle votre attention sur le fait qu'en application des dispositions de l'article 32 de la loi du 5 juillet 1985, l'Etat est admis à poursuivre directement, contre le responsable des dommages ou son assureur, le remboursement des charges patronales afférentes aux rémunérations maintenues ou versées à la victime pendant la période d'indisponibilité de celle-ci.

Les modalités d'application de cette règle ont fait l'objet, de la part de mon département, de directives qui demeurent applicables en ce qui concerne le calcul de ces charges. Pour les accidents survenus récemment, il convient de souligner que vos services peuvent désormais établir le montant exact des charges patronales grâce aux indications figurant sur les nouveaux bulletins de salaire ⁽²⁾.

Ainsi, les états liquidatifs de traitements que vous transmettez, selon le cas, à l'administration centrale ou à l'agence judiciaire du Trésor conformément aux dispositions indiquées aux 1 et 2 ci-dessus, devront prendre en compte le montant des charges patronales.

(BO n^{os} 6 du 8 février 1990 et 1 du 5 janvier 1995.)

Annexe

NOMENCLATURE

et nombre d'exemplaires des pièces constituées d'un dossier de recours concernant

Accident de service d'un fonctionnaire voir colonne n° A Accident hors service d'un fonctionnaire voir colonne n° B Accident du travail d'un agent non titulaire voir colonne n° C Accident hors service d'un agent non titulaire voir colonne n° D

	A	B	C	D
<i>Pièces administratives</i>				
1. Déclaration d'accident de travail ou de service signée de l'autorité hiérarchique ou déclaration d'accident hors service	1	1	1	1
2. Rapport d'enquête administrative comprenant les rapports des témoins et, le cas échéant, le plan des lieux	1		1	
3. Procès-verbal de police ou de gendarmerie s'il en a été établi un	1	1	1	1
4. Décisions de justice intervenues	1	1	1	1
5. Plan faisant apparaître le trajet parcouru le jour de l'accident — ou attestation du chef de service selon laquelle le trajet est le plus direct — ou déclaration sur l'honneur de la victime	1		1	
6. Procès-verbal du comité médical siégeant en formation de commission de réforme	1			
7. Décision de l'administration concernant l'imputabilité au service	1		1	
<i>Pièces médicales</i>				
8. Certificat médical initial indiquant la nature et le siège des blessures	1		1	
9. Certificats médicaux précisant les arrêts de travail et les soins	1	1	1	1
10. Certificat final descriptif mentionnant ou non la persistance d'une incapacité permanente	1		1	
11. Avis du comité médical se prononçant sur l'imputabilité au service, sur les traitements médicaux et les arrêts de travail	1			
12. Rapports d'expertise	1		1	
13. Procès-verbal du comité médical fixant le taux d'incapacité permanente partielle (A.T.L.)	1			
14. Procès-verbal de la commission de réforme prononçant la mise à la retraite de l'intéressé	1			
15. Avis de la commission administrative paritaire des accidents du travail			1	
16. Procès-verbal du comité médical plaçant l'intéressé(e) en congé de longue durée ou en disponibilité		1		

	A	B	C	D
<i>Débours</i>				
17. Arrêtés de congés ou note fixant la durée d'indisponibilité	2	2	2	2
18. Etats des rémunérations versées durant la durée d'indisponibilité (traitement, demi-traitement, prestations espèces S.S.)	2	2		2
19. Etat des indemnités journalières versées durant la période d'indisponibilité			2	
20. Etat provisoire des frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation (traitements médicaux)	2		2	
21. Etat récapitulatif global des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation (à établir en fin de soins)	2		2	
22. Etat des prestations servies aux ayants droit d'un fonctionnaire décédé (rémunération du jour du décès à la fin du mois, frais funéraires, capital décès, frais de transport de corps)	2	2		
23. Etat des prestations servies aux ayants droit d'un agent non titulaire décédé (frais funéraires, transport)			2	
24. Renseignements sur l'allocation temporaire d'invalidité ou la pension. Date d'envoi du dossier au bureau des pensions de l'administration centrale	2	2		
25. Arrêté attributif de rente			2	
26. Capital constitutif de la rente			2	
27. Etats liquidatifs des arrérages de rente déjà versés ..			2	
<i>Recours</i>				
28. Lettre informant la victime ou ses ayants droit de ses possibilités d'action	1	1	1	1
29. Lettre informant le tiers et la compagnie d'assurances de l'action du Trésor	1	1	1	1
30. Note indiquant la nature de l'action envisagée par la victime à l'égard du tiers (transaction, constitution de partie civile à l'instance pénale, action civile)	1	1	1	1
31. Notification à la victime du montant des débours du Trésor	1	1	1	1
32. Notification au tiers et à la compagnie d'assurances du montant des débours du Trésor	1	1	1	1
33. Correspondances avec le tiers	1	1	1	1
34. Titre de perception et déclaration de recette	1	1	1	1

Notes :

- (1) Les annexes 1, 2 et 3 font l'objet d'un envoi séparé.
- (2) Cf. note de service n° 88-327 du 6 décembre 1988 (*BOEN* n° 4 du 22 décembre 1988.)